

« Les prix excluent 80 % de la population locale pour l'accession »

Imed Robbana,

directeur général du Comité ouvrier du logement (Col)

Pouvez-vous rappeler ce qu'est le Col ?

L'origine du Col remonte aux Castors de Saint-Amand, en 1951. C'est une histoire forte d'ouvriers avec peu de revenus, qui ont trouvé l'énergie pour construire leur propre maison. C'est lourd à porter pour moi, car c'est un héritage fort. Le Col, c'est une société avec du caractère, des valeurs humanistes, de la solidarité. À l'origine, il était plutôt spécialisé dans l'accession sociale à la propriété. Mais depuis 25 ans, environ, on a commencé à se tourner également vers l'activité locative.

Quelles sont les difficultés du Pays Basque en terme de logements sociaux ?

La difficulté de ce territoire, c'est qu'il est en train d'évoluer. Plutôt dans le bon sens aujourd'hui, je le sens : la question du logement social a été prise au sérieux par les politiques. Mais jusqu'à présent, on laissait peut-être un peu trop faire la loi de l'offre et de la demande. Là où les gens ont envie d'habiter, principalement sur la côte, les prix augmentent mais ils excluent, de fait, 80 % de la population locale pour l'accession. Et ces gens-là sont obligés, pour se loger, de s'éloigner, d'aller dans le sud des Landes, à l'intérieur des terres, etc. Cela crée des problèmes de transport, de pollution et d'aménagement du territoire : c'est une gabegie phénoménale ! C'est un vrai casse-tête et tout notre travail c'est d'essayer de trouver des solutions de maîtrise publique pour pouvoir produire du logement là où les besoins sont. Il faut absolument que l'on construise du logement abordable partout et de manière équilibrée. Pourquoi ? Pour que les gens aient le choix de leur lieu de vie, même avec peu de moyens. Aller à la campagne ne doit pas être contraint. Je crois beaucoup que la crise et la pénurie nous obligent à être plus intelligents, à trouver des solutions plus intelligentes et pas forcément plus coûteuses.



Imed Robbana, directeur général du Col. © J.M.

Quels sont les besoins à l'intérieur du Pays Basque ?

Il y a certains pôles où, effectivement, il y a des besoins. Mais il faut définir les priorités. Des maires nous contactent, mais leur commune n'ont parfois pas besoin d'accueillir plus de logements sociaux. Nous intervenons dans l'arrière-pays, mais de manière fine, réfléchie. Tout cela fait partie d'un débat public : qu'est-ce que nous voulons pour notre territoire ? Si c'est de l'emploi, il faut du logement. Si on veut garder un village touristique, il faut trouver des compromis. Le problème avec le logement social, c'est que l'on peut passer d'un excès à l'autre : par exemple, lorsque l'on parle de densité, on fait Marinador !

Propos recueillis par

► J.M.